**Des pistes pour renforcer la politique de RDI au Luxembourg**

Deux mois après la publication de son « idée du mois » dédiée à la RDI (recherche, développement, innovation), la Fondation Idea, laboratoire d’idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert créé au sein de la Chambre de commerce, a organisé une rencontre-débat autour de la question : « Renforcer la R&D luxembourgeoise : un défi ambitieux pour une petite économie ouverte ? ».

« Il reste du chemin à parcourir en termes d’intensité d’investissement, mais en termes d’innovation, le pays est bien positionné », a tenu à rappeler, en préambule, Marc Wagener, le directeur de la Fondation Idea. Ainsi, si le pays ne pointe qu’au 16e rang européen en matière d’intensité des dépenses R&D (1,31% du PIB en 2015, contre un objectif annoncé entre 2,3% et 2,6% à l’horizon 2020), il apparaît en 8e position (sur 28 pays) en termes de démarches innovantes de la part des entreprises, et figure dans le peloton de tête des « innovateurs notables ».

En outre, avec un taux d’introduction d’innovations de 65% par les entreprises de plus de 10 salariés, le Luxembourg figure au 2e rang européen (derrière l’Allemagne) sur ce segment.

**La recherche publique en force**

« Quand on parle de recherche, on ne parle pas forcément d’innovation », a rappelé Vincent Hein, l’auteur principal de la publication de la Fondation dédiée à la RDI. « L’innovation, définie dans le cadre du manuel d’Oslo, recouvre des domaines bien plus vastes. Elle touche à la mise en œuvre d’actions nouvelles en termes de procédés, d’organisation ou de produits. La R&D n’est pas la seule condition nécessaire pour la mise en œuvre d’un écosystème innovant. »

Au Luxembourg, l’intensité de la recherche publique est en forte augmentation ces dernières années : depuis 2000, les dépenses publiques nominales de R&D ont été multipliées par 12 (hors inflation) et les personnels de recherche du secteur public par 7. Au final, l’État joue, au Luxembourg, un rôle prépondérant dans le développement de la R&D, dont il assure 48% du financement (contre 33% dans le reste de l’UE).

En revanche, du côté de la recherche privée, c’est la stagnation (en volume), même si, on l’a vu, cela n’impacte pas nécessairement l’élan innovant de l’économie nationale. Par ailleurs, bon nombre d’entreprises établies au Luxembourg bénéficient des fruits de R&D menés (et donc financés) dans d’autres pays. « Il faut aussi rappeler que les dépenses de recherche sont réalisées par un petit nombre de très grandes entreprises », indique Vincent Hein. « Ainsi, les entreprises de plus de 500 salariés, qui sont environ 70 au Luxembourg, concentrent 80% de l’intensité de la recherche privée. »

**Montée en puissance**

Presque deux-tiers (63%) de cette recherche se retrouve dans le secteur de l’industrie. Mais ce secteur, qui représente 6% du PIB national, est largement sous-représenté comparé à la moyenne européenne (15%). En revanche, dans les services, l’intensité de la recherche est très faible : 0,7% du PIB pour les services marchands non-financiers et 0,1% pour les services financiers.

« Globalement, il faut retenir que l’indicateur du PIB n’est pas suffisant à lui seul pour mesurer la qualité de la transition vers l’économie de la connaissance qui est envisagée par le programme européen Horizon 2020. Il n’empêche que le Luxembourg est entré sur la carte de la R&D européenne. Nous n’aurions pas pu faire ce constat il y a 10 ans. Le système est vraiment monté en puissance à l’échelle européenne. »

Il n’empêche : parmi les points faibles soulevés par la Fondation Idea, celui de l’absence d’une véritable stratégie nationale dans le domaine de la recherche, même si des annonces régulières sont faites par le gouvernement. « Cette stratégie est pourtant indispensable pour clarifier les objectifs à moyen et long termes », explique Vincent Hein. « L’OCDE fait le même constat dans sa dernière évaluation en 2016. »

**Une matière grise à soigner**

Cette situation n’inquiète pas pour autant Yves Elsen, président du conseil de gouvernance de l’Université du Luxembourg, ancien président (entre 2010 et 2016) du Fonds national de la recherche. « Rappelons que le pays a toujours su démontrer une grande capacité à comprendre le monde autour de lui et de s’y mettre en position stratégique. Rappelons-nous aussi la façon dont ont été protégés les brevets des procédés Thomas et Grey, qui font encore la force du pays. »

Et d’indiquer que les prochains contrats de performance entre l’État et les institutions publiques de recherche doivent être signés au début de l’année prochaine. « Il faut s’assurer que les indicateurs-clés introduits sont synchronisés entre les différents acteurs pour aboutir à une stratégie. Donnons la chance à ces contrats de performance d’être finalisés, ce qui pourrait apporter une réponse concrète à cette critique d’absence de stratégie. »

Yves Elsen sait très bien, par ailleurs, que la principale richesse dont dispose le pays consiste en la matière grise de ceux qui y travaillent, qu’ils soient résidents ou frontaliers. D’où la nécessité de concentrer aussi les efforts dans l’attraction de nouveaux talents, notamment en matière d’ingénierie spatiale ou de gestion de projets complexes… mais pas uniquement. « Les sciences humaines et sociales, par exemple, doivent aussi travailler à faire profiter la société des résultats de leurs travaux. Tout cela confirme l’importance des structures de recherche et d’enseignement supérieur dans leur ensemble. Il ne s’agit pas de ne privilégier que les sciences dites fortes ou naturelles », explique Yves Elsen. « Il ne faut pas non plus opposer recherche fondamentale et recherche appliquée. C’est une erreur. Les deux sont synchrones. La recherche fondamentale peut être source d’innovation et la recherche appliquée source de découvertes scientifiques. »

**Une culture commune de valorisation**

Comme l’indiquait une étude récemment publiée par Dell et l'Institut du Futur, un think tank californien, 85% des emplois de 2030 n'existent pas encore aujourd'hui. D’où l’obligation de se remettre en question au quotidien, se former et se reformer. « La formation continue va jouer un rôle essentiel », affirme le président du conseil de gouvernance de l’Université du Luxembourg.

Mais d’autres facteurs entrent aussi en ligne de compte, à commencer par l’instauration de qu’il appelle « une culture commune de valorisation » : « mieux communiquer sur les succès que nous avons et les compétences que nous avons, mieux mettre en avant tout ce que nous savons faire. Il est aussi important de montrer que l’argent public qui est reçu est bien investi. »

Une évolution dans les mentalités et une sensibilisation des jeunes chercheurs est également à l’ordre du jour. « À côté de leurs spécialités, ces jeunes doctorants doivent aussi être formés en entrepreneuriat et en transfert de technologie », affirme Yves Elsen. « Il ne faut pas qu’ils se limitent à travailler dans cadre protégé, mais avoir la compréhension du langage de ceux qui peuvent être des bailleurs de fonds ou aider à la création d’une entreprise. »